

24/25 FÉVRIER 2023

Journées internationales de mobilisation et d'action

Face à l'aggravation de la situation internationale résultant de l'agression de la Russie contre l'Ukraine, le Congrès du Mouvement de la Paix a adopté le 20 novembre 2022 un appel en faveur d'une journée mondiale de mobilisation pour la paix le 24 février 2023.

Cet appel relayé par le Bureau international de la Paix a rencontré un écho international. Les concertations se poursuivent, les appels se multiplient et partout se préparent des mobilisations pour la paix, un an après l'entrée des troupes russes en Ukraine

Les défis sont mondiaux, les solutions sont diplomatiques et politiques

La guerre n'apporte jamais de solutions aux conflits. Les réponses militaires se soldent par des échecs et par des millions de morts¹, des destructions matérielles, la déstructuration ou la fragilisation des États avec toujours les populations civiles comme principales victimes². In fine, les conflits aboutissent à des négociations diplomatiques visant à apporter des solutions et des garanties de sécurité aux parties concernées.

La détérioration actuelle de la situation mondiale est aussi la conséquence de relations internationales tant économiques que militaires structurées autour de logiques de puissance, de domination, de militarisation. Au 21^{ème} siècle, l'objectif d'éradiquer la faim³ et l'analphabétisme n'a pas été atteint mais les dépenses militaires ont doublé entre 2000 et 2021 (de 900 à 2100 Md\$) alors que cet objectif pouvait être réalisé avec des politiques appropriées et une diminution des dépenses militaires. Les défis actuels sont mondiaux et nécessitent des coopérations au plan mondial. Or le système de l'ONU, conçu à cet effet, est mis de côté par les grandes puissances qui favorisent des organisations économiques et militaires comme le FMI, l'OTAN, le G5, le G7, le G20, et sabordent les logiques multilatérales favorables à la paix et au progrès social inscrites au cœur la Charte des Nations Unies.

Des propositions alternatives basées sur la coopération et les droits humains existent, validées par des résolutions de l'AG de l'ONU. Mais les lob-

bies militaro-industriels imposent leurs logiques y compris en France. Ainsi, la France a réalisé 800 Md€ de dépenses militaires de 2019 à 2030 ; le projet de LPM 2024-2030 proposé par E. Macron prévoit 413 Md€ soit 118 milliards de plus que la LPM précédente (+ 40%). En l'espace de deux LPM les dépenses militaires auront doublé.

L'enjeu est de créer une dynamique pour la paix au plan mondial

Dans la réalité, la mobilisation des opinions publiques au plan mondial se réalisera sur deux ou trois journées (du 24 au 26) en fonction des habitudes de chaque pays. Ces journées des 24, 25 ou 26 février 2023 visent à rassembler dans l'action au plan mondial les partisans de la paix, pour obtenir un cessez-le-feu en

Ukraine en vue d'une solution négociée à ce conflit ; mais aussi de manière plus globale pour exiger en matière de paix et de sécurité collective des alternatives fondées sur des logiques de coopération et d'interdépendance répondant aux besoins des populations, construire une sécurité humaine basée sur des réponses sociales, écologiques, sanitaires conformes aux aspirations des peuples à vivre dans un monde de justice, de solidarité et de paix.

Roland Nivet - Alain Rouy
Co-secrétaires nationaux du Mouvement de la Paix

¹ En Ukraine 200 000 soldats tués ou blessés selon Mark A. Milley chef d'État-major américain,

² 218 358 victimes civiles ukrainiennes selon l'Onu dont 7043 morts et 17 millions de réfugiés selon HCR-ONU

³ 850 millions de personnes souffrent de la faim, un enfant en meurt toutes les 15 secondes. Source : Faim Zéro - Bruno Parmentier (La Découverte)